

**Non au régime d'exception et aux mesures liberticides !
Maintien de tous les emplois et des salaires !
183 € pour les 850 agents de Mindin et les oubliés du médico-social !**

La campagne de dramatisation et d'intimidation qui se développe depuis quelques jours, quelques semaines même, visant à accréditer l'idée d'une « deuxième vague » de la pandémie dépasse et de loin tout ce que nous avons pu voir jusqu'à maintenant en matière de « propagande ».

Après le confinement « moyenâgeux » du printemps, le refus d'hospitaliser les résidents des Ehpad et les affirmations du type « *le port du masque est inutile* » au plus fort de la pandémie (1438 décès le 15 avril / 20 décès le 3 septembre), nous voici plongés dans une nouvelle forme de totalitarisme.

La prolongation des mesures liberticides prises dans le cadre de l'état d'urgence, avec à la clé de lourdes sanctions et des mesures répressives pour ceux qui n'obtempèrent pas, n'est pas acceptable. Tout indique que la Covid-19 est exploitée pour tenter de museler la classe ouvrière et poursuivre le démantèlement des conquêtes sociales. Les propos du 1^{er} ministre la semaine dernière lors de l'université d'été du Medef donnent clairement le ton : « *vous le savez, beaucoup de mesures de simplification ont été adoptées pendant la crise sanitaire par ordonnance. C'est une vertu de la crise. Je vous indique aujourd'hui que ces dispositions seront prolongées, amplifiées et pérennisées* ».

Le 1^{er} ministre a déjà annoncé vouloir prolonger au-delà du 30 octobre le régime d'exception !

La CA de l'UD condamne sans aucune réserve cette politique du gouvernement.

La CA revendique le maintien des emplois et des sites industriels. Tous les moyens financiers (avec le plan de relance en particulier) sont mis à disposition des patrons sous des formes diverses aujourd'hui. Malgré cela, plus d'un million d'emplois sont en cours d'être détruits. De nombreux patrons profitent de la situation pour accélérer les restructurations y compris dans des secteurs qui ont été peu impactés par la pandémie. Renault a décidé de faire fabriquer la Dacia Spring en Chine (pour le marché européen) et Airbus a abandonné son objectif de fabrication de nacelles réacteurs, initialement prévue sur les sites Airbus de Bouguenais et de Saint-Eloi, au profit d'un donneur d'ordre américain (UTC). 60 millions d'euros d'investissements sont réduits à néant, la production est délocalisée au Mexique et en Chine !

« *Le couteau sous la gorge* » et avec des dispositions nationales défavorables, les délégués FO, confrontés à des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ou rupture conventionnelle collective (RCC), cherchent partout à agir au mieux avec l'objectif de préserver les intérêts des salariés en termes de maintien de l'emploi et des rémunérations. Pour sa part, la CA de l'UD n'accepte pas que l'on demande aux salariés de se sacrifier sous quelques formes que ce soit (accord de performance collective (APC), etc.).

La CA de l'UD se félicite de l'obtention de 49 points d'indice (183 € nets) pour plus d'un million d'hospitaliers et qui fait écho à la formidable mobilisation des hospitaliers. Elle revendique les 183 € pour tous les agents hospitaliers du titre IV de la fonction publique, y compris du versant « handicap » du médico-social. Elle demande l'ouverture de négociations pour une revalorisation indiciaire de même niveau pour tous les fonctionnaires.

Elle appuie totalement l'exigence du syndicat FO de l'EPMS Mindin avec le Groupement Départemental des Services Publics et de Santé 44 : 183 € tout de suite pour les 850 agents du site et tous les oubliés du médico-social, et invite tous les militants à rejoindre le rassemblement devant Mindin le mardi 8 septembre à 14H.

Elle exige l'abandon des « réformes » des retraites et de l'assurance-chômage.

Adoptée à l'unanimité des 50 présents